

# *Tribune socialiste*

N° 371 / 9 MAI 1968 / PRIX 0.70 F

## La victoire des étudiants

Marc Heurgon



**A**vant tout il faut comprendre et pour cela répondre à des questions précises. Le gouvernement gaulliste porte seul la responsabilité de la répression, moins sans doute par une volonté consciente que par une incroyable suite de maladroites. Du même coup, voilà arraché le masque de ce « pouvoir libéral » suffisamment adroit pour laisser se développer des manifestations sans faire intervenir sa police. Tant qu'il s'agissait de manifestations sur le Vietnam, injuriant Johnson et amusant de Gaulle, fort bien ; tant qu'on n'avait à faire qu'à des processions politiques ou syndicales, sur des parcours autorisés, donnant un aspect bon enfant aux revendications populaires, passe encore ; mais dès que la révolte étudiante, partie d'une contestation des structures universitaires, a débouché sur une mise en cause radicale de la société établie, le gouvernement a fait savoir qu'il ne tolérerait aucun dialogue. Quelle part ont obtenu dans ces circonstances l'orgueil offensé d'un vieux militaire, la pression d'une bourgeoisie apeurée et aussitôt réconciliée, du « Figaro » à Jacques Baumel, pour retrouver les accents de l'ordre moral ? On ne sait, mais dès lors, les provocations allaient se multiplier. Voilà ce pauvre Grappin fermant une nouvelle fois l'Université de

Nanterre, puis descendant les derniers degrés de l'obéissance gaulliste en acceptant d'être à la fois plaignant et juge devant le conseil universitaire. Voilà cet homme qui fut recteur et qui restera désormais celui qui a fermé la Sorbonne aux étudiants pour y installer les C.R.S. Voilà la bêtise suprême qui a consisté à attirer dans une souricière l'état-major du syndicat étudiant pour s'étonner hypocritement ensuite que les manifestants du quartier Latin réagissent avec brutalité à ce guet-apens. Autre provocation, la condamnation rapide des étudiants arrêtés et pour certains d'entre eux de lourdes peines de prison ferme ; on sait maintenant qu'à porter un couteau dans sa serviette lorsqu'on distribue des tracts, on risque l'emprisonnement ; on sait encore que la légalité impose à un étudiant de tendre poliment sa nuque au flic protégé et casqué qui l'assaille à coups de matraque ; s'il se défend avec ce qu'il trouve sous la main, pavé ou barre de fer, il est un enragé qu'il faut enfermer.

Répression brutale a-t-on dit. Comment en aurait-il été autrement ? Le régime a lâché ses flics qu'il tenait depuis longtemps en laisse ; ceux-ci ont fait leur métier de brutes ; ils sont faits pour ça. Le responsable réel, c'est celui qui a pris la décision ou qui, ayant le moyen de le faire, n'a pas donné à temps l'ordre d'arrêter. Dans ce régime, on nous a appris que les décisions importantes n'appartenaient qu'à un seul. Cela fait donc partie du bilan.

*Comment s'est produite  
l'accélération du mouvement ?*

Un slogan martelé par 15.000 étudiants lundi soir dominait la manifestation : « Nous sommes un groupuscule ». Par là les étudiants, quelques instants avant l'affrontement le plus dur et le plus résolu qu'ait connu Paris depuis la Libération, donnaient la preuve de l'accélération rapide de leur mouvement. Comment en quelques jours a-t-on pu passer de l'expérience de Nanterre à cet immense rassemblement ?

Tous les moments importants de l'histoire ont toujours été préparés par des minorités résolues ; à la condition bien sûr que celles-ci soient capables d'analyser sérieusement la situation de leur milieu et de formuler les questions, sinon toujours les solutions, qui répondent aux aspirations de ceux qui en ralliant le mouvement sont capables de lui donner une grande ampleur. C'est autour de l'action du S.D.S. et de la pratique de l'Université critique de Berlin que s'est construit le mouvement universitaire allemand. C'est autour de groupes structurés d'étudiants (parmi lesquels les jeunes du P.S.I.U.P. ont joué un rôle important) et par la contestation du syndicat étudiant droitier que s'est bâti le mouvement universitaire italien. De même en France, c'est à partir d'expériences partielles, dont celle de Nanterre mais pas seulement elle, que se sont préparées les échéances de ces derniers jours.

Ces diverses expériences étudiantes, dans des pays où l'Université n'a ni la même structure ni les mêmes facultés d'adaptation (la France est incontestablement en avance sur l'Italie et surtout sur l'Espagne), ont réagi naturellement les unes sur les autres car toutes elles possèdent des caractères communs. Partout la révolte est partie d'objectifs universitaires (droit d'expression à l'Université, mise en cause de la pédagogie traditionnelle comme du système des examens, refus des mesures de sélection) pour déboucher très vite sur un refus global de la société capitaliste et donc sur un élargissement du champ d'intervention, posant le problème de l'articulation du mouvement étudiant avec les luttes ouvrières.

Partout le mouvement étudiant est apparu comme le fer de lance essentiel de la lutte universitaire, parce qu'il est le seul à ressentir à la fois la crise structurelle et la crise idéologique de l'Université, parce qu'aussi il est le seul à pouvoir contester avec une force suffisante le message délivré par l'enseignement et qui reste celui de la classe dominante. C'est autour du mouvement étudiant que les lycéens, les chercheurs, les enseignants ont pu bâtir une alliance solide basée sur une véritable contestation de l'enseignement. Il n'est que trop évident que les mouvements uniquement limités au corps enseignant n'arrivent pas à sortir des revendications catégorielles et restent profondément intégrés à la société actuelle.

Mais le mouvement étudiant français comporte une originalité qui vient de révéler toute son importance au cours de la crise de ces derniers jours. Alors que cela n'est vrai ni en Allemagne, ni en Italie, il existe en France un syndicat étudiant progressiste, l'U.N.E.F. Malgré les difficultés rencontrées depuis la fin de la guerre d'Algérie, le syndicat étudiant n'a jamais cessé de porter au sein de l'Université la contestation sur les problèmes de fond. Du même coup l'U.N.E.F. s'est révélée lors de l'explosion le seul organisme capable de prendre la direction des manifestations, de fondre en son sein l'action de groupes divers, d'organiser la lutte avec résolution. Sans l'action de l'U.N.E.F. le soutien si important des enseignants du S.N.E. Sup. n'aurait sans doute pas connu un tel développement

et l'action étudiante aurait pu se trouver isolée. Sans l'existence des structures du syndicat étudiant que certains s'empressaient d'enterrer trop vite, la révolte parisienne n'aurait pas trouvé avec une telle rapidité et une telle concordance le relai important de toutes les villes universitaires, des milliers d'étudiants se mettant en grève et descendant dans la rue, de Rouen à Bordeaux, de Toulouse et de Marseille à Strasbourg.

On a fait grand bruit depuis quelques temps autour de l'agitation des syndicats jaunes du mouvement étudiant, la F.N.E.F. et la F.N.A.G.E. ; personne n'en a plus entendu parler au moment de l'affrontement. Le gouvernement lui-même ne s'y est pas trompé.

#### *Que dire de l'attitude du Parti Communiste ?*

Une malédiction pèse sur le Parti Communiste qui l'empêche régulièrement de comprendre les pulsations du mouvement étudiant et d'y prendre la place qui pourrait être la sienne. Il y a huit ans, le 27 octobre 1960, le P.C.F. n'avait pas compris que le moment était venu des grandes manifestations contre la guerre d'Algérie ; la démonstration organisée par l'U.N.E.F., se fit sans lui. De nouveau les 6 et 7 mai 1968 les étudiants communistes ont été tenus hors du coup par l'attitude de leur parti.

Il faut même aller plus loin et poser à la direction du P.C.F. les questions que chacun formule. J'ai sous les yeux « L'Humanité » du vendredi 3 mai, alors que Nanterre était déjà fermée ; j'y trouve un article de Georges Marchais, membre du bureau politique. Celui-ci ne pouvait pas ignorer la répression déclenchée contre « le mouvement du 22 mars » et particulièrement contre Daniel Cohn-Bendit, traduit devant le conseil de l'Université et menacé d'expulsion ; Georges Marchais ne pouvait pas ignorer non plus l'infâme campagne raciste déclenchée par « Minute » contre ce militant étudiant ; il présente cependant le mouvement comme « dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit ». Cette phrase est-elle oui ou non un encouragement à l'expulsion ?

On peut ou non partager les thèses d'Herbert Marcuse ; encore est-il évident qu'elles méritent discussion. Ce n'est certes pas un débat qu'engage Georges Marchais à partir des trois courtes citations qu'il en fait. Mais que veut dire cette petite phrase pleine de sous-entendus « philosophe allemand qui vit aux Etats-Unis » ?

L'article en question n'a pas huit jours d'existence et déjà chacune de ses phrases a été démentie par les faits : « ces groupuscules, quelques centaines d'étudiants » ; « ces faux révolutionnaires, objectivement, servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes » ; « il s'agit en général de fils de grands bourgeois... qui tentent de jeter le trouble, le doute, le scepticisme parmi les travailleurs et notamment, les jeunes. »

Le Parti Communiste a tout fait pour restreindre la portée du mouvement. A prendre « L'Humanité »

de ces derniers jours, on ne trouve qu'un long palmarès des A.G.E. de l'U.N.E.F. ou des sections du S.N.E. Sup., sous influence communiste et qui au mépris de toute discipline syndicale, refusaient de suivre les mots d'ordre de grève ou tentaient d'en édulcorer la portée. Mal en a souvent pris à l'Union des Etudiants Communistes dans des villes comme Grenoble ou Rouen où des comités de grève ont au pied levé remplacé les A.G.E. défailtantes et organisé de vastes manifestations suivant les mots d'ordre du bureau national de l'U.N.E.F.

Le Parti Communiste et c'est encore le plus grave, a tout fait pour isoler le mouvement étudiant de la classe ouvrière alors que la volonté constante des dirigeants du Mouvement était au contraire d'affirmer que leur combat ne prendra tout son sens que s'il s'inscrit dans la réalité de la lutte des travailleurs. Les 50.000 manifestants qui le 7 mai ont remonté les Champs-Élysées étaient précédés par une unique banderole qui portait pour seul slogan « Les étudiants avec les travailleurs ». Alors, de quel côté est l'isolement ?

Cette attitude du P.C.F. s'inscrit en fait dans la stratégie globale de ce parti. S'il se trouve hors d'état de peser sur la révolte étudiante, c'est qu'à des

revendications qui mettent en cause toutes les structures de l'édifice universitaire, il n'apporte comme réponse que des revendications quantitatives, nécessaires mais insuffisantes ; c'est qu'il ne propose comme modèle qu'une « université démocratique » qui n'est en fait que la vieille université libérale reblanchie. Prisonnier d'une conception mécaniste de la classe ouvrière, tout occupé à maintenir sur elle ses prétentions à un contrôle exclusif, le Parti Communiste reste inapte à comprendre l'importance de forces qui dans la lutte pour le socialisme peuvent apporter aux travailleurs un concours précieux : il est désarmé devant le mouvement étudiant comme il l'est devant le mouvement paysan. Plus généralement, parce qu'il ne croit pas à la possibilité de mettre dès maintenant en cause les structures du capitalisme français, le P.C.F. se condamne à récuser par des moyens contestables l'apport de tous ceux qui n'acceptent pas de limiter leurs perspectives à une restauration démocratique et bourgeoise. Il ne semble pourtant pas que les événements de ces derniers jours puissent faire considérer comme négligeables des forces qui viennent de montrer à quel niveau elles étaient capables de situer leur combat. □